

2014

Offres médiatiques et stéréotypages des identités

Fathallah DAGHMI
Migrinter, Université de Poitiers

Farid TOUMI
Université Ibn Zohr Agadir, Maroc

Follow this and additional works at: <https://digitalcommons.aaru.edu.jo/dirassat>



Part of the [Communication Commons](#)

Recommended Citation

DAGHMI, Fathallah and TOUMI, Farid (2014) "Offres médiatiques et stéréotypages des identités," *Dirassat*. Vol. 17 : No. 17 , Article 2.

Available at: <https://digitalcommons.aaru.edu.jo/dirassat/vol17/iss17/2>

This Article is brought to you for free and open access by Arab Journals Platform. It has been accepted for inclusion in Dirassat by an authorized editor. The journal is hosted on [Digital Commons](#), an Elsevier platform. For more information, please contact rakan@aar.edu.jo, marah@aar.edu.jo, u.murad@aar.edu.jo.

Offres médiatiques et stéréotypages des identités

Fathallah DAGHMI

Migrinter, Université de Poitiers

Farid TOUMI

LARLANCO, Université Ibn Zohr-Agadir

Les médias (presse, radios et télévisions) peuvent être considérés comme un miroir pour leurs publics. Ils mettent en évidence ce que ces derniers ont en commun avec les personnages et événement de l'actualité. Globalement, il peut s'agir d'histoire, de culture, de pratiques religieuses, ou d'autres points communs comme la couleur de peau, etc., ou simplement le fait de regarder le même programme.

A l'ère des technologies de l'information et de la communication (TIC), l'identité est de moins en moins transmise par les parents, le contexte géographique les croyances que par les médias (Ollivier, 2007, 163). L'identité est montrée dans les médias, elle est visible, revendiquée et sa manifestation et reconnaissable : pratiques culturelles, origine ethnique ou raciale, religion, etc.

Les thématiques qui renvoient à l'identité relayées par les médias occupent une place centrale dans l'espace public martiniquais (Daghmi, 2006, 103). Elles font l'objet de discours des hommes politiques, des acteurs sociaux et notamment médiatiques. Dans le cadre de cette étude, nous observons et analysons des représentations identitaires à l'œuvre chez un de ces acteurs, le journaliste¹. Ce dernier participe en effet à la construction d'une certaine représentation d'un « nous » de plus en plus visible à travers les productions médiatiques.

Nous analysons le fonctionnement des stéréotypes identitaires qui définissent les Martiniquais en tant que « peuple » distinct des autres

¹ Lors d'une enquête récente qui a touché les grands médias martiniquais, nous avons interrogé quinze journalistes de médias d'opinion et/ou de partis politiques : les titres de presse *Antilla*, *Le Naïf*, *Le Progressiste*, *Justice*, *Asé pléré anniou lité*, *Révolution socialiste*, *L'Église en Martinique* ; ainsi que les médias dits généralistes : le quotidien *France-Antilles*, les radios *RFO* (Réseau France Outre-mer) et *RCI* (Radio Caraïbe International), les chaînes de télévision *RFO télé Martinique* et *ATV* (Antilles Télévision).

« groupes » notamment ceux présents sur l'île de la Martinique. Nous nous interrogeons sur la portée de la transmission de ces représentations et la mise en évidence d'une culture ainsi que sur leur éventuel rôle dans la construction d'une identité propre à un groupe culturel.

Loin d'une quelconque utopie de définir entièrement une identité culturelle et politique, il est question d'éclairer les médiations (valeurs, figures emblématiques, récit) par lesquels passe le discours public tenu sur l'identité. Pour parvenir à approcher la mise en évidence de ces identités « communes », nous proposons d'étudier aussi bien les sujets ou polémiques de l'actualité que les thématiques transversales et permanentes.

A la Martinique la référence à l'appartenance culturelle dans les traitements médiatiques se fait à travers une grande partie de sujets abordés. La construction identitaire d'une culture propre passe notamment par l'école, la langue, le statut politique, la coopération régionale, les personnages et faits historiques et par les controverses de l'actualité auxquelles ramènent conflits sociaux et faits divers.

Mise en évidence d'une culture

Cette analyse montrera des tendances majoritaires mais également des lignes de démarcation résultant de positions idéologiques bien définies. Les discours des journalistes dévoilent en effet un traitement de « référence » qui s'impose dans l'espace public martiniquais depuis plusieurs années (Daghmi, 2006, 105).

Caraïbe : une identité régionale

L'appartenance à un espace géographique globale peut donner sens à l'appartenance nationale liée à un territoire. C'est de cette manière que les événements de la caraïbe sont de plus en plus relatés par les médias martiniquais. Même si cette couverture reste limitée les médias consacrent l'importance de la caraïbe et de la coopération intercaribéenne. La dimension de la Caraïbe et la volonté de développement de la coopération inter-caribéenne, ou du moins les tentatives de lancement d'un tel débat, montre un consensus chez les

journalistes. La proximité géographique, culturelle et parfois linguistique des pays de la Caraïbe justifie cette unanimité.

Ainsi, l'identité caribéenne est mobilisée notamment lors d'événement dramatique, de catastrophes ou de guerres (Grenade en 2004, Haïti depuis 2004). Cette perception place souvent la Martinique en position supérieure face à ses voisins caribéens. Les journalistes regrettent néanmoins le désintérêt supposé vis-à-vis de la Caraïbe. Ils l'expliquent par le souci d'audience, le manque de volonté politique, l'enclavement du bassin caribéen, etc.

Sur un autre plan, les journalistes nous livrent également leurs perceptions de l'avenir de la Caraïbe. Certains n'envisagent pas de coopération hors souveraineté française. D'autres sont pessimistes quant au frein que constitue la dépendance vis-à-vis de l'État français au développement des rapports avec leurs voisins. De façon globale, l'identité caribéenne est plus proche d'un grand souhait, d'une idéologie que d'une réalité concrète.

Cependant, longtemps ignorée, l'appartenance de la Martinique à l'espace caribéen commence à être plus visible et à se concrétiser par des actions variées et dans plusieurs domaines. Mais globalement, le sentiment de partager le même destin que les autres Caribéens reste ambigu et écartelé entre le rêve d'un ancrage effectif dans le bassin caribéen et l'appartenance ou la dépendance réelle d'un espace économique européen.

Affrontement avec « l'autre »

Le traitement de certains faits divers ou sujets d'actualité est un révélateur de caractéristiques d'un groupe social ou culturel. L'exemple que nous présentons ici concerne l'affaire Dieudonné à la Martinique (Daghmi, Pulvar, 2006, p. 293). En effet, l'agression physique de l'humoriste en mars 2005 à Fort de France montre comment les médias mobilisent des référents d'identification à un lieu, à une histoire et à une culture pour traiter un fait divers dont le point de départ on le rappelle est la Métropole.

A l'occasion de son spectacle au début du mois de mars 2005, l'humoriste Dieudonné est agressé sur le parking d'Antilles Télévision

par quatre hommes de confession juive alors qu'il venait d'en faire la promotion de son spectacle. Les déclarations de condamnation se multiplient le lendemain l'agression et l'humoriste tient une conférence de presse. Le 4 mars, les quatre hommes, arrêtés suite à l'agression, sont présentés devant le tribunal correctionnel. Ce dernier n'a pas retenu le caractère raciste de l'agression. Le verdict fait état de six mois de prison dont cinq avec sursis pour les prévenus.

Le traitement des médias martiniquais obéit à des considérations géographiques, historiques, ethniques et culturelles. Il s'agit bel et bien d'une agression sur l'île de la Martinique avec tout le passé qui fait référence à la souffrance et à l'esclavage. Aussi, il est question encore une fois d'une agression d'un « Noir » par des « Blancs ». Au-delà d'un fonctionnement médiatique misant sur le sensationnel, ce fait divers révèle les facteurs empruntés par les médias, consciemment ou non, pour toucher un public sur des bases culturelles, historiques et ethnique qui font sens pour lui. Cette utilisation, il faut le dire, n'est autre qu'une instrumentalisation d'un fait divers en empruntant la voie de *l'hyperbolisation* identitaire (Darré, 1996, p. 138).

Dans un contexte où le débat public tourne en permanence autour de l'identité collective, les traitements médiatiques, les codes et non-dits relatifs au « nous » martiniquais prennent donc la forme des rapports conflictuels avec des « étrangers ». Les journalistes privilégient une lecture de l'événement qui fait référence à l'esclavage et au passé colonial de la France qui sont des facteurs sensés être partagés par les Martiniquais. Ils ont fait le choix de mobiliser la trame de l'esclavage comme élément fondateur du groupe qui est une manière imparable de différencier le « nous » et le « eux ».

L'omniprésence du débat identique

Nous proposons à présent de nous intéresser au traitement des thématiques transversales qui renvoient à une identité propre au Martiniquais. Comment met-on en valeur cette appartenance et comment se différencie-t-on de l'autre ?

Une langue créole d'affirmation identitaire

La langue est un élément important dans tout projet d'affirmation et représentations identitaires. Elle donne le moyen à ceux qui l'utilisent de se différencier des autres groupes sociaux qui ne partagent pas la même langue (Ollivier, 2007, 94). L'usage de la langue permet surtout de mettre en valeur une partie de l'identité que l'on partage avec ceux qui utilisent cette même langue.

A la Martinique, plusieurs groupes sociaux, ethnique, religieux partagent l'appartenance ou du moins la résidence sur le même territoire. Cependant, certains de ces groupes, Métropolitains, étrangers, touristes, etc., ne partagent pas cette identité avec les « Martiniquais ». L'usage de cette langue, globalement ou partiellement, constitue par conséquent une façon de se démarquer des autres et de s'adresser à un public spécifique.

De manière générale, La majorité des journalistes insiste sur la promotion de la langue créole ou du moins des inspirateurs du mouvement créoliste, en dépit de la présence minimale du créole dans les médias. Seules certaines radios et télévisions ont franchi le pas de proposer des émissions en créole au-delà de la journée mondiale du créole du 28 octobre. L'usage du créole qui est resté pendant longtemps limité à la « rue » pour des raisons multiples, fait timidement son apparition dans les médias comme langue d'échange notamment pendant les forums et émissions radiodiffusées.

Pour les titres d'opinion ou de partis politiques la bataille de la langue est centrale pour leur positionnement idéologique. Ils montrent un soutien inconditionnel au créole et l'érigent comme fer de lance de l'affirmation identitaire du peuple martiniquais. Le créole est souvent défini comme un moyen de lutte contre la politique française en Martinique.

Des pratiques culturelles multiples

La Martinique est une terre de brassage des peuples africains, européens, indiens, chinois, syro-libanais, etc. Les médias évoquent une culture composite. La culture martiniquaise est représentée comme une pièce à double face énonçant ainsi une identité propre aux Martiniquais, les

différenciant des autres, tout en étant traversée par des influences multiples conséquences du brassage de diverses cultures.

Les journalistes identifient une culture martiniquaise propre, fruit de l'histoire et de la géographie de l'île. La littérature, représentée principalement par Aimé Césaire et Édouard Glissant, est marquée par des influences d'ailleurs, essentiellement françaises et occidentales. La musique, résultat d'un mélange de cultures et d'une ouverture sur le monde, est propre à la Martinique. Elle affirme sa différence par une façon particulière de chanter et par l'intégration du chant au carnaval. Quant aux habitudes et spécificités locales telles les festivités sportives dont le Tour des Yoles en est le symbole, de spécificités vestimentaires, les habitudes populaire comme « manger des crabes à Pâques », etc., elles sont régulièrement valorisées dans les médias martiniquais.

Le rappel de l'identité religieuse est ponctué par deux événements même si sa visibilité est limitée. On s'intéresse ouvertement à la religion à l'occasion de fêtes religieuses de Noël et Pâques ou des interventions de l'évêque de la Martinique. Les journalistes désignent le catholicisme comme religion de la Martinique et beaucoup d'entre eux attribuent à l'île le caractère de pays de grande religiosité. Ils reconnaissent néanmoins, pour certains, la montée du phénomène adventiste et l'existence de religions minoritaires telle que l'islam.

Si un fait nouveau caractérise le traitement des médias généralistes ces dernières années qui font timidement allusion à d'autres composantes de la population. Il n'en demeure pas moins que ce traitement reste folklorique à l'occasion par exemple du Nouvel an chinois ou du ramadan.

Une histoire d'opposition à l'autre

L'identité collective est le produit d'identifications à des valeurs et à des normes représentées par des vecteurs divers : le discours politique et religieux, le récit historiographique, les actions commémoratives, etc. Elle est saisie par les scientifiques comme un mouvement fait à partir d'interaction d'une dynamique relationnelle et plurielle.

Les personnages historiques sont susceptibles de jouer un rôle fédérateur des peuples ou des groupes sociaux autour d'un même héritage culturel

ou identitaire. Ils sont des repères qui retracent leurs vécus dans le temps, les rapprochent ou les éloignent des autres peuples.

Les médias martiniquais sont caractérisés par un rappel permanent de faits et personnage historique qui ont marqué à leurs yeux la Martinique. Ils reconnaissent le caractère d'icônes à plusieurs personnalités et d'éléments fédérateurs à une série d'événements. Les faits et personnages sont souvent rappelés à l'occasion de conflits sociaux, de commémorations, d'événements culturels ou festifs.

La majorité des journalistes s'érigent en pédagogues ou historiens et considèrent leur fonction dans le sens d'une mission d'éducation du peuple martiniquais. Elle reproche à l'école ne jouer que peu ou pas son rôle d'éducation des Martiniquais en ce qui concerne leur histoire et les personnages qui ont forgé le destin de leur pays. Dans cette perspective, le fait historique le plus présent est sans doute celui de l'esclavage que l'on évoque de façon permanente. Cela se fait d'une part à l'occasion des commémorations autour du 22 mai notamment par des programmes spéciaux. D'autre part, l'ombre de l'esclavage plane sur le traitement des conflits sociaux à la Martinique, qui mettent en scène l'Etat français ou les autres groupes sociaux tels que les Békés et les Métropolitains, ou à l'occasion d'événements nationaux ou à l'étranger.

Les journalistes rappellent régulièrement d'autres événements historiques intimement liés aux révoltes populaires et mouvements ouvriers et syndicaux. Il s'agit, à titre d'exemple, de la révolte de Chalvet en 1974, de la fusillade des ouvriers de la banane en 1900 au François, de la grève des ouvriers de la canne à sucre en 1961 au Lamentin, de l'insurrection du Sud en 1870 à Rivière Pilote, des émeutes de décembre 1959, etc.

Quant aux personnages historiques, les journalistes jouent un rôle important dans la mise en avant d'une reconnaissance partagée, ou supposée, de personnalités ayant marquées l'histoire de l'île. Dans ce sens Aimé Césaire fait l'unanimité comme le personnage le plus évoqué et le plus emblématique aussi bien pour son rôle politique que socioculturel. D'autres personnages sont régulièrement rappelés même

s'ils ne font pas l'unanimité des journalistes. Il s'agit de Victor Schoelcher mais aussi des intellectuels, des politiques et des syndicalistes contemporains.

Les faits et personnages historiques rappelés au Martiniquais sont un révélateur d'une culture partagée. Ils semblent constituer un référent davantage pour une composante de la société martiniquaise. En effet, ces faits, qui concernent une histoire relativement récente, sont pour la plupart des événements tragiques liés à la résistance ou à l'affrontement avec l'« autre » : Français/Blanc ou Béké. Aussi, à l'exception de Victor Schoelcher, tous les personnages cités, auxquels on reconnaît l'accès au rang de « personnage historique », sont « noirs » ce qui montre une manière de se différencier des autres groupes présents sur l'île mais aussi d'affirmer la primauté de l'histoire d'une Martinique « noire » sur les autres.

Une identité martyrisée

En définitive, les médias éprouvent des difficultés à traiter avec sérénité les événements ou sujets qui mettent en scène les Békés mais aussi les rapports ethniques/« raciaux ». Aussi, les rapports des Martiniquais à l'autre, notamment le Métropolitain, sont également difficiles à aborder. Les différents débats autour de la préférence martiniquaise, les rapports de travail, notamment dans les organisations publiques, illustrent ces situations antagonistes.

Les thèmes qui font référence à l'identité du groupe « martiniquais » sont abordés de manière permanente. Le traitement de l'actualité, le débat politique, socioéconomique et culturel met perpétuellement en scène les référents à cette identité martiniquaise.

Cependant, ces présentations identitaires, stéréotypées, révèlent une proposition tragique de l'histoire de l'île. Ainsi, il est important de signaler l'absence de personnage historique faisant l'unanimité à l'exception d' Aimé Césaire. La référence aux seuls faits tragiques révèle une certaine logique de « victimisation » générale et de construction identitaire qui passe par la résistance à l'autre.

La thématique de l'identité doit-elle être considérée comme une stratégie de conquête des publics ou comme un repli identitaire ?

Il est extrêmement difficile d'affirmer la primauté de la dimension commerciale des thèmes identitaires. Au-delà de la nature et de la position des médias, la recherche d'identification à un passé commun, à des valeurs communes, semble accréditer davantage la thèse du retour en force de l'affirmation identitaire aussi bien chez les groupes majoritaires que chez les minorités socioculturelles ou ethniques.

Bibliographie

- CHARON J.M., MERCIER A. (2003), Pour en finir avec le pouvoir des journalistes, Paris : CNRS, Hermès, n° 35
- DAGHMI F. (2006), « Journalistes et identité en Martinique », *Communication & langages*, n° 148, pp. 103-116
- DAGHMI F. (2007), « Constructions identitaires et récits médiatiques », *Etudes caribéennes*, n°7, pp. 125-135
- DAGHMI F., PULVAR O. (2006), « Médias et identités collectives : quand les journalistes disent le 'nous' » in Donatien-Yssa P. (dir.) *Images de soi dans les sociétés postcoloniales*, Paris, Manuscrit, pp. 293-315
- DARRE, A. (1996), « Usages du passé et insularités identitaires » in Albertini Françoise, Salini Dominique (dir.), *Iles et Mémoires*, Corti, Università di Corsica Pasquale Paoli, pp. 126-142
- MAIGRET E. (2003), *Sociologie de la communication et des médias*. Paris : Armand Colin
- OLLIVIER B. (2007), *Identité et identification : sens, mots et techniques*, Paris : Hermès/Lavoisier.